

**BUREAU VERITAS CONSTRUCTION AVIGNON**

631 Chem. des Meinajaries,  
84140 Avignon

Tél : 06 71 48 60 00

Mél : lydia.engelmann@bureauveritas.com

N° affaire : 26826217/1

**Mission** : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

**Opération :**

**Opération : 84/ORANGE/CHENIL 1G.115**

115 CHEMIN DU BACHAGA BOUALEM

84100 ORANGE

Référence client : N° de marché : 21 IS 012 Zone d'Orange

**Destinataire :**

ESID LYON / USID ISTRES / Antenne Orange

Jonathan LESCURE

BA 115 Chemin de Bachaga Boualem,

84871 Orange cedex

**Plan Général de Coordination**

# P.G.C.

**Opération de catégorie : 2**

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
06/06/2025	Rev0		Lydia ENGELMANN
10/06/2025	Rev1	Absence d'amiante et de plomb	Lydia ENGELMANN

# SOMMAIRE

<b>0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION .....</b>	<b>6</b>
<b>1.1. Présentation du projet .....</b>	<b>6</b>
1.1.1. Objet de l'opération .....	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises .....	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier .....	6
1.1.4. Démarche environnementale .....	7
1.1.5. Prévision du nombre de lots .....	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier .....	7
<b>1.2. Présentation des intervenants .....</b>	<b>7</b>
<b>2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS .....</b>	<b>8</b>
<b>2.1. Principe des séquences d'interventions .....</b>	<b>8</b>
<b>2.2. Inspections Communes .....</b>	<b>8</b>
<b>2.3. PPSPS .....</b>	<b>8</b>
2.3.1. Pénalités .....	9
<b>2.4. Sous-traitance .....</b>	<b>9</b>
2.4.1. Déclaration des sous-traitants .....	9
2.4.2. Transmission du PGC .....	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant .....	9
<b>2.5. Intérimaires .....</b>	<b>9</b>
<b>2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur » .....</b>	<b>10</b>
<b>2.7. Travailleurs indépendants .....</b>	<b>10</b>
<b>2.8. Protections individuelles .....</b>	<b>10</b>
<b>2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers .....</b>	<b>10</b>
<b>2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers .....</b>	<b>11</b>
<b>3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>12</b>
<b>3.1. Accès au site et réseaux provisoires .....</b>	<b>12</b>
<b>3.2. Emprise de chantier .....</b>	<b>12</b>
3.2.1. Clôture et portail .....	12
3.2.2. Accès .....	12
3.2.3. Circulations .....	13
3.2.4. Signalisation .....	13
3.2.5. Stationnements .....	13
3.2.6. Stockage .....	13
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie) .....	13
3.2.8. Cantonnements et entretien .....	14
<b>3.3. Nettoyages (hors cantonnement) .....</b>	<b>14</b>
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier .....	14
3.3.2. Plan d'installation de chantier .....	14
<b>3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier .....</b>	<b>15</b>
<b>4. MESURES DE COORDINATION SPS .....</b>	<b>16</b>
<b>4.1. Définition des séquences d'interventions .....</b>	<b>16</b>
<b>4.2. Analyse de risques .....</b>	<b>17</b>
<b>4.3. Co-activités et protections collectives .....</b>	<b>19</b>
4.3.1. Organisation de la sécurité collective .....	19
4.3.2. Déplacement de protection collective .....	20
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise .....	20
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles .....	20
<b>4.4. Equipement de levage .....</b>	<b>20</b>
4.4.1. Autorisation de survol .....	20
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention .....	20
<b>4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site .....</b>	<b>21</b>

4.5.1. Approvisionnements et stockage .....	21
4.5.2. Travaux superposés .....	21
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux .....	21
4.5.4. Protection contre le bruit .....	21
4.5.5. Protection contre l'incendie .....	21
4.5.6. Travaux en hauteur .....	22
4.5.7. Echafaudage, tour escalier .....	22
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins .....	22
<b>4.6. Moyens communs .....</b>	<b>22</b>
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur .....	22
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier .....	22
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels .....	23
4.6.4. Protection des accès – Auvents .....	23
<b>4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets .....</b>	<b>23</b>
<b>5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER .....</b>	<b>24</b>
<b>5.1. Stockages sur le chantier .....</b>	<b>24</b>
<b>5.2. Nettoyage .....</b>	<b>24</b>
<b>5.3. Enlèvement des déchets .....</b>	<b>24</b>
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires .....	24
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés .....	25
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise .....	25
<b>6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION .....</b>	<b>26</b>
<b>6.1. Déclarations particulières .....</b>	<b>26</b>
<b>6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération .....</b>	<b>26</b>
<b>6.3. Risques par rapport à un chantier voisin .....</b>	<b>26</b>
<b>6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure .....</b>	<b>26</b>
<b>6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu .....</b>	<b>26</b>
<b>6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages .....</b>	<b>27</b>
<b>6.7. Locaux témoins .....</b>	<b>27</b>
<b>7. ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>28</b>
<b>7.1. Téléphone de secours .....</b>	<b>28</b>
<b>7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) .....</b>	<b>28</b>
<b>7.3. Travail isolé .....</b>	<b>28</b>
<b>7.4. Procédure d'organisation des secours .....</b>	<b>28</b>
<b>7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident .....</b>	<b>28</b>
<b>7.6. Point de rencontre secours .....</b>	<b>28</b>
<b>7.7. Modèle de fiche de secours .....</b>	<b>29</b>
<b>ANNEXES AU P.G.C. ....</b>	<b>30</b>

## 0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

**Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.**

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des documents fournis par la Maîtrise de chantier
- d'une visite sur place

## 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

## 1.1. Présentation du projet

### 1.1.1. Objet de l'opération

Les travaux concernent :

La mise aux normes et l'accroissement de la capacité d'accueil du chenil 1G.115, BA115, à Orange (84).

Les travaux seront réalisés en site occupé en interférence avec les occupants.

Le cynogroupe possède des courettes mobiles pour pallier au manque de place pendant la durée des travaux, celles-ci sont sur aire non impacté par les travaux.

Les déplacements du cynogroupe pendant les travaux sont pris en compte dans le PGC et seront intégrés aux analyses des risques des titulaires et sous-traitants.

## Descriptif sommaire

Travaux de terrassements et VRD, yc réfection de la voirie et création d'un parking en enrobé

### Création de 8 courettes supplémentaires

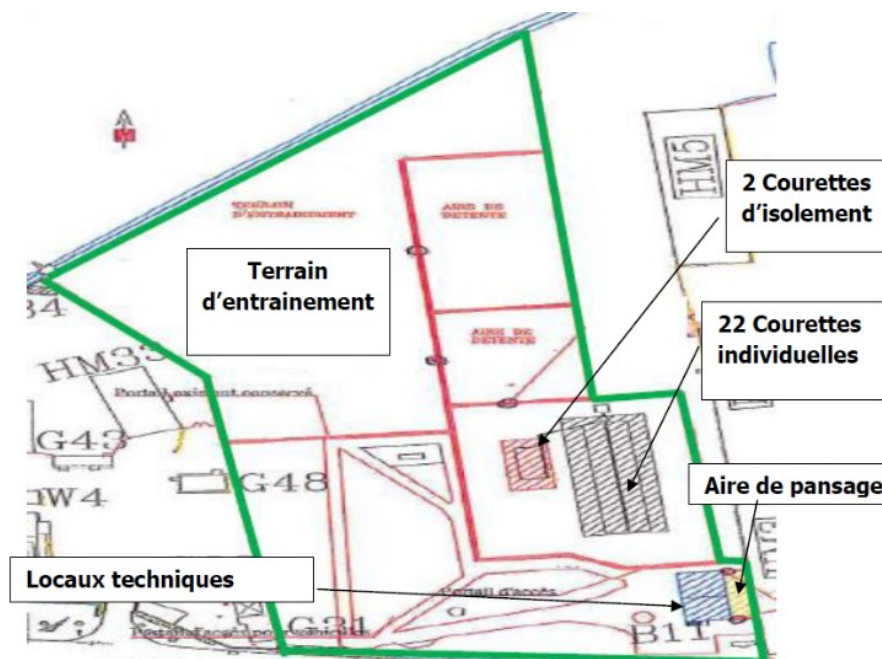
### Amélioration sur les courettes individuelles et d'isolement existantes

Amélioration sur les clôtures existantes (environ 700 ml)

## Création d'un bâtiment au profit du personnel féminin de l'unité

### Installation de 6 aires de détente

### Création d'un abri pour la mise en place du tamis rotatif



### 1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Type de marchés : Accord-cadre à bons de commande

### 1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 6 mars 2026

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 8

Phasage des travaux: travaux réalisés en une phase.

#### 1.1.4. Démarche environnementale

##### Valorisation des déchets :

Dans un document émis pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

#### 1.1.5. Prévision du nombre de lots

- Nombre de lots (estimation) :
- o Lot 1 : VRD, GO, SO
  - o Lot 2 : Métallerie

#### 1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 5 à 10 personnes

### 1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	ESID LYON / USID ISTRES / Antenne Orange	BA 115 Chemin de Bachaga Boualem, 84871 Orange cedex	jonathan.lescure@intradef .gouv.fr	Jonathan LESCURE
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	631 Chem. des Meinajaries, 84140 Avignon	06 71 48 60 00 lydia.engelmann@bureau veritas.com	Lydia ENGELMANN
Exploitant	Chargé de prévention : BA115 / bureau maîtrise des risques / division environnement prévention -	Base Aérienne 115 - Orange Caritat 84871 ORANGE CEDEX	06 71 73 69 05 benoit4.martin@intradef.g ouv.fr	Benoit MARTIN
Inspection du travail	Inspection du travail des Armées - CGA/IS/PT/ITA	60 boulevard du Général Martial Valin CS21623 75509 PARIS cedex 15	0683810167 christophe.legrand@intrad ef.gouv.fr	Christophe LEGRAND

Liste complète des entreprises en pièce jointe

## 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

### 2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

### 2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

**Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :**

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

### 2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.



L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

### 2.3.1. Pénalités

Selon documents contractuels

Se conformer aux pièces écrites du marché.

## 2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

### 2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

### 2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

### 2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

## 2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

## 2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

## 2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

## 2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

## 2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

### Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

**D.U.E.** (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

**Contrat d'intérim** si pas de DUE,

**Déclaration de détachement** pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

**Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.**

## **2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers**

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

### 3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

#### du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

##### Contraintes d'environnement de site

###### Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

###### Présence de plomb dans les existants

Sans objet

#### 3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Les travaux doivent être réalisés dans une enceinte militaire. Accès réglementé.  
Respect des prescription du gestionnaire du site ( décrites dans le marché de travaux).

Réseaux existant sur site. Branchement selon prescription du gestionnaire du site.

#### 3.2. Emprise de chantier

##### 3.2.1. Clôture et portail

Clôture / barriérage/ balisage de chantier à installer en amont des travaux afin de maintenir le chantier clos par rapport à l'exploitation du site.

Compte tenu des différentes zones impactées par les travaux, le barriérage sera évolutif avec le phasage de travaux.

ILENTREPRISE PRINCIPALE (Lot 1) met en place, gère et entretien durant toutes la durée du chantier, les clôtures périphériques, y compris les portes et portails d'accès à l'emprise des travaux.  
Le périmètre d'intervention sera totalement fermé et non accessible aux personnes non autorisées.  
Toutes les zones d'intervention des entreprises seront clôturées (afin qu'elles soient physiquement interdites au public, prévoir en conséquence la  
signalisation par panneaux : « chantier interdit au public », « port du casque obligatoire ».

Suivant l'avancement des travaux, un balisage et une protection efficaces du chantier devront être mis en place, en particulier au droit des circulations.  
L'accès, aux entrées des ouvrages, sera protégé de façon à ne pas gêner la circulation des usagers et à éviter tout risque d'accident pour ceux-ci.  
L'Entreprise devra au préalable informer les utilisateurs du bâtiment des mesures de sécurité au droit des accès concernés par les travaux.

##### 3.2.2. Accès

Utilisation des accès existants

Accès aux intervenants

L'accès à la zone de chantier est réservé aux entreprises agréées par le Maître d'oeuvre et aux personnes habilitées au sens de la législation du travail.

Le MO ne prévoit pas de contrôle d'accès, mais une autorisation d'accès au site est préalablement

nécessaire.

### 3.2.3. Circulations

Chantier dans base aérienne en activité. Respect des prescriptions de l'exploitant. Respect des contraintes de circulation.

La circulation des véhicules à l'intérieur de la zone militaire, n'est autorisée que sur le parcours repéré dans le plan d'installation chantier de l'entreprise générale.

Limitation de la vitesse à 30 km/h, 50 km/h et 70 km/h selon les zones de circulation et la signalisation.

L'administration militaire se réserve le droit de retirer, temporairement ou définitivement, l'autorisation d'accès à toute personne ne respectant pas les règles de circulation.

### 3.2.4. Signalisation

Signalétique de chantier à mettre en place en amont des travaux par le lot principal.

La signalisation routière, à l'extérieur et à l'intérieur du chantier, sera assurée par l'entreprise principale.

La surveillance du maintien, ainsi que l'entretien de cette signalisation seront assurés par cette entreprise jusqu'à l'achèvement des travaux.

### 3.2.5. Stationnements

Stationnement selon prescription du gestionnaire du site.

Sauf accord particulier préalable, aucun stationnement de véhicules de livraisons ou d'engins de chantier n'est toléré sur les voies situées aux abords du chantier autres que la zone de stationnement repérée sur le PIC.

### 3.2.6. Stockage

Zone de stockage à faire apparaître dans le Plan d'Installation de Chantier ( PIC)

Elles seront implantées sur le plan d'installation de chantier, en fonction des besoins de toutes les entreprises et des possibilités du terrain suivant phasage.

L'entreprise assurera, la clôture des aires de stockage, le maintien et l'entretien de la clôture, la protection des sols durant les travaux (gestion des égouttures, zone de dépotage, gestion des laitances...) la remise en état du sol après travaux.

### 3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Réseaux à disposition sur site. Raccordement de chantier à réaliser en amont des travaux.

L'installation chantier est à la charge de l'entreprise principale, elle comprend :

Le branchement d'eau potable.

Ce réseau est constitué par une canalisation permettant d'alimenter les points suivants :

- sanitaires de chantier
- réfectoire

Ces canalisations seront protégées pour éviter tous risques de gel et de rupture.

Raccordement au réseau EU :

Les sanitaires et le réfectoire seront raccordés au réseau EU existant.

Distribution électrique :

Installation électrique du chantier contrôlée par un organisme agréé aux frais de l'entreprise Générale.

Composition de l'installation électrique :

Un réseau basse tension alimentant les installations extérieures :

- sanitaires de chantier
- cantonnements
- éclairage des zones de circulations, stockage
- etc...

Un réseau basse tension alimentant les installations dans les ouvrages :

- Tableaux divisionnaires 1 par zone de travaux pour que les rallonges électriques soient inférieures à 25 m.
- Eclairage des circulations, et des zones de travail si besoin.

### 3.2.8. Cantonnements et entretien

Base vie adaptée à l'effectif de chantier à installer en amont des travaux.

Base vie à raccorder aux réseaux.

Locaux de vie et d'hygiène :

Conformes au code du travail, ils seront installés pendant la période de préparation, maintenus en place et entretenus pendant toute la durée du chantier.

Sanitaires prévus pour l'effectif de chantier TCE (en tenant compte de l'évolution des effectifs), avec chauffage et eau à température réglable (ballon d'eau chaude).

A charge de l'entreprise générale y compris le nettoyage quotidien.

Vestiaires et réfectoire équipés pour l'effectif de chantier TCE (tables et chaises en nombre suffisant pour le réfectoire y compris frigo, chauffe-plat et chauffage).

## 3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Nettoyage quotidien du chantier à la charge de chaque entreprise.

L'entreprise principale aura la responsabilité du maintien de la propreté avec la participation TCE.

Dans le chantier : l'organisation inter-entreprises devra aboutir à l'obtention d'un chantier propre pendant toute la durée des travaux, ce qui est d'ailleurs de nature à contribuer à la sécurité. Nettoyage général hebdomadaire.

Chaque entreprise nettoie ses ouvrages et procède à l'évacuation des gravats systématiquement à l'avancement.

Si nécessaire l'entreprise générale fera procéder à un nettoyage aux frais des entreprises défaillantes.

Aux abords du chantier, la propreté sera également exigée. Dans l'enceinte clôturée du chantier, le stockage des gravats sera limité dans le temps, l'enlèvement en sera très fréquent.

La voirie sera nettoyée très régulièrement et tout particulièrement pendant les travaux de terrassements de manière à n'apporter aucune gêne aux usagers et ne provoquer aucun risque d'accident.

### 3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage et le CSPS s'assurent auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

### 3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Entreprise générale** soumet à l'accord du Maître

d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires aux ouvrages
- des accès aux ouvrages en activité,

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **Entreprise générale** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

### 3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	Entreprise générale	Entreprise générale	
Accès	Existant	Entreprise générale	
Circulations	Entreprise générale	Entreprise générale	
Signalisation	Entreprise générale	Entreprise générale	
Stationnement	Entreprise générale	Entreprise générale	
Stockage	Entreprise générale	Lot unique	
Réseaux provisoires de chantier	Entreprise générale	Entreprise générale	
Coffret électrique général	Existant	Exploitant	
Coffret divisionnaire et éclairage	Entreprise générale	Entreprise générale	
Cantonnement	Entreprise générale	Entreprise générale	
Infirmier de chantier	S Objet		
Nettoyage hors cantonnement	TCE	Entreprise générale	
PIC	Entreprise générale	Entreprise générale	
Protections collectives	Entreprise générale	Entreprise générale	
Accès hauteur communs	Entreprise générale	Entreprise générale	
Déchets - Gravats	TCE	Entreprise générale	

## 4. MESURES DE COORDINATION SPS

### 4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 TCE			Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Produits dangereux Réseaux Travail en hauteur Travaux à point chaud Manutention manuelle Rupture, effondrement Amiante Inflammation, explosion Environnement naturel Engins et matériels Inflammation, explosion Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Chute d'objets, éclats Collision, heurt Déplacement de plain-pied Déplacement de plain-pied Collision, heurt Déplacement de plain-pied Collision, heurt Rupture, effondrement Inhalation poussières Multi danger	Interrompre immédiatement les travaux et avertir les autorités compétentes. "Prévention et réduction de la production des déchets, Tri, valorisation et traitement des déchets, Limitation des nuisances de chantier vis-à-vis des riverains" . Permis de feu à afficher dans la zone d'intervention Installation électrique de chantier vérifiée par un organisme agréé . . Coactivité interdite dans la zone d'évolution des engins. Se reporter à l'analyse de risque correspondante. . Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre les parties mobiles des pelles et le personnel d'exécution à pied Protection contre les chutes de plain-pied à mettre en place. . Obligation de blinder une fouille étroite de plus de 1 m 30 de profondeur . .



## 4.2. Analyse de risques

**Séquence : 1 - TCE**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Branchement électrique uniquement sur coffret de chantier conforme.  Intervention sur réseaux: Consignation préalable des réseaux. Personnel habilité au domaine de tension concerné.	
Déplacement de plain-pied	Nettoyage du chantier quotidien.	
Produits dangereux	Privilégier l'utilisation de produit non dangereux. Respect des prescription des FDS	
Réseaux	Demande de DICT à réaliser en amont des travaux.	Détection et piquetage avant tout terrassement.
Travail en hauteur	Travaux en hauteur réalisés uniquement depuis plate forme de travail conforme et vérifiée. Mise en sécurité des abords des fouilles / tranchée à réaliser. Moyen d'accès et de franchissement à mettre en place le cas échéant	
Travaux à point chaud	Permis feu à réaliser avec l'exploitant.	
Manutention manuelle	Manutention manuel à limiter au maximum. Moyen de manutention mécanique a privilégier.	
Rupture, effondrement	Les fouilles en tranchée de plus de 1,30 mètre de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur sont, lorsque leurs parois sont verticales ou sensiblement verticales, blindées, étrésoillonnées ou étayées.	
Amiante	Diagnostic amiante et plomb avant travaux à réaliser avant réalisation de travaux de démolition.	
Inflammation, explosion	En cas de découverte d'un engin susceptible d'exploser, le travail doit être immédiatement stoppé au voisinage jusqu'à ce que les autorités aient fait procéder à l'enlèvement de l'engin ou à la destruction de l'engin.	Interrompre immédiatement les travaux.
Environnement naturel	Bac de rétention sous les cuves hydrocarbures Nettoyage des engins sur les aires aménagées à cet effet avec fosse de décantation.	Bac de rétention sous les cuves hydrocarbures Nettoyage des engins sur les aires aménagées à cet effet avec fosse de décantation.
Engins et matériels	"Port du gilet rétro-réfléchissant et EPI tels que casque, chaussures de sécurité Baliser et neutraliser les zones d'évolution des engins et des zones de levage Tous les engins seront à jour des contrôles périodiques obligatoires et équipés de signal sonore de recul	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Nota: Les engins de terrassement utilisés pour du levage, même ponctuel auront satisfait au contrôle périodique annuel « engins de terrassement » d'une part et au contrôle périodique semestriel « engins de levage » d'autres part."	
Inflammation, explosion	Chaque entreprise réalisera au préalable de l'utilisation d'un point chaud (meulage, perçage, soudure, découpage, ...) un permis de feu auprès de l'encadrement de chantier.	Accès interdit à la zone de travail
Contact électrique direct ou indirect	Installation électrique de chantier vérifiée par un organisme agréé. Eclairage chantier par hublots (ampoules nues interdites). Consignations électriques en phase installation chantier et essais. Habilitation électrique correspondant aux travaux effectués. Tableaux électriques en nombre suffisant pour que les rallonges électriques fassent moins de 25 m	Interdiction d'accéder aux tableaux électriques sans l'habilitation électrique correspondante à l'intervention envisagée. Matériel électroportatif conforme, rallonges électriques de moins de 25 m
Déplacement de plain-pied	Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.	.
Chute d'objets, éclats	Le bord des fouilles et / ou des tranchées devront être libre de tous dépôt de matériaux et / ou de matériel	Interdiction de stocker en bordure de fouilles.
Collision, heurt	Aire de stockage des agrégats, non surchargée et interdite à tout piéton. Pas d'interférence de circulation entre chargeuse et camion d'approvisionnement.	Aire de stockage des agrégats, non surchargée et interdite à tout piéton. Pas d'interférence de circulation entre chargeuse et camion d'approvisionnement.
Déplacement de plain-pied	Création de cheminements piétons stabilisés, selon plan de circulation préalablement soumis. Ces cheminements seront matérialisés (GBA lestées, barrières type TP, filets orange sur supports verticaux avec protections en tête). Création de rampe d'accès ou mise en place d'emmanchements provisoires pour accéder à la plateforme.	Emprunter les circulations piétonnes définies.
Déplacement de plain-pied	"Création d'un accès piétons différent de l'accès engin. Pose des signalisations et signalétiques permettant la sécurité des piétons (passages piétons, panneaux indiquant les accès...)." .	.
Collision, heurt	Toute disposition devra être prise pour limiter les risques induits par la coactivité et notamment : Les engins de transports de terrassements seront munis d'un système sonore de recul. Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre les parties mobiles des pelles et le personnel d'exécution à pied (Port du gilet de haute visibilité)	.
Déplacement de plain-pied	Les trémies ou regard sont munis de tampons provisoires ou définitifs assurant une protection contre les chutes de plain-pied. En l'absence de tels dispositifs, un balisage est	Interdiction de franchir un balisage de sécurité.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	mis en place et entretenu jusqu'à la disparition du risque.	
Collision, heurt	Séparation des zones d'activité des engins de celles des ouvriers,	Respect du balisage
Rupture, effondrement	L'exécution des fouilles doit se faire par tronçons de 20 m qui doivent être remblayés à l'avancement, aucune fouille ne peut rester ouverte en fin de journée. Afin de supprimer les risques d'ensevelissement, l'entreprise doit respecter les dispositions suivantes : obligation de blinder une fouille étroite de plus de 1 m 30 de profondeur - Interdiction de sortir de l'emprise du blindage. Ne jamais surcharger les bords de fouilles,	Éviter tout dépôt de matériel ou de matériaux et toute circulation de véhicules et d'engins à proximité de la tranchée
Inhalation poussières	Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières. Le cas échéant, il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation)	Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.
Multi danger	Protection contre les blessures térébrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empalement)	.

## 4.3. Co-activités et protections collectives

### 4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise principale soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise de l'entreprise générale
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et

du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

#### **4.3.2. Déplacement de protection collective**

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

#### **4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise**

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Entreprise principale est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Entreprise principale qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

#### **4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles**

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

### **4.4. Equipement de levage**

Sans objet

#### **4.4.1. Autorisation de survol**

Sans objet

#### **4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention**

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et

notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

## **4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site**

### **4.5.1. Approvisionnements et stockage**

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

### **4.5.2. Travaux superposés**

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

### **4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux**

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

### **4.5.4. Protection contre le bruit**

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

### **4.5.5. Protection contre l'incendie**

**Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.**

Réalisation d'un permis feu avec l'ESID.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

#### **4.5.6. Travaux en hauteur**

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

#### **4.5.7. Echafaudage, tour escalier**

Sans objet

#### **4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins**

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Engins à jour de leurs contrôles périodiques, manipulés par du personnel formé et habilité. Guidage des engins à l'entrée et à la sortie du chantier.

### **4.6. Moyens communs**

#### **4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur**

Sans Objet.

#### **4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier**

Sans Objet.

#### **4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels**

#### **4.6.4. Protection des accès – Auvents**

Sans objet

### **4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets**

Nettoyage du chantier quotidien à la charge de chaque entreprise.

## 5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

### 5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

### 5.2. Nettoyage

#### Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

#### Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

### 5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

#### 5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent ou ne génèrent d'envols.



### **5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés**

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

### **5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise**

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

## 6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

### Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

#### 6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Demande de DICT à réaliser en amont des travaux.  
Aucun travaux de terrassement n'a lieu avant détection et piquetage des réseaux existants.
- Demandes d'arrêtés -
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'oeuvre.

Les entreprises établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'oeuvre.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'oeuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

#### 6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Les travaux doivent être réalisés dans une enceinte militaire. Accès réglementé.  
Respect des prescription du gestionnaire du site ( décrites dans le marché de travaux).  
Clôture /barriérage/ balisage de chantier à mettre en place afin de maintenir le chantier clos.  
Intervention en dehors des horaires de forte activité à privilégier.

Travaux dans un établissement en activité :

- Il est strictement interdit de s'approcher des chiens ou d'entrer en interaction de quelque manière.

Les déplacements de chiens pour permettre la réalisation des travaux feront l'objet :

- d'une information préalable du gestionnaire de l'unité, dans un délai permettant d'organiser ces mouvements
- d'une stricte réalisation par l'unité en charge du chenil

#### 6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

A date de rédaction du PGC, aucun projet avoisinant n'est connu.

#### 6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Coordination à réaliser avec le chargé de prévention de la base avant démarrage des travaux.

#### 6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage

les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

Le permis de feu est prévu pour encadrer toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds d'une manière générale. Lorsque des travaux par points chauds concernent un poste permanent (poste fixe de soudure par exemple), le permis de feu n'est pas nécessaire, la maîtrise des sources d'inflammation étant déjà effectuée dans l'évaluation des risques du poste de travail. (extrait document INRS).

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en oeuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

Nous demandons aux entreprises de se référer au document INRS ED6030 et notamment aux pages 11 à 14 définissant l'ensemble des démarches et comportant aussi un exemple de permis de feu.

## **6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages**

La priorité sera donnée à l'exploitant.

Nettoyage et mise en sécurité du chantier à réaliser avant chaque intervention de l'exploitant.

Coordination à réaliser avec le chargé de prévention de la base avant démarrage des travaux.

## **6.7. Locaux témoins**

S Objet

## 7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

Dès lors que l'effectif total du chantier dépasse 200 salariés une infirmerie est mise en place.

### 7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

### 7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

### 7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

### 7.4. Procédure d'organisation des secours

### 7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

### 7.6. Point de rencontre secours

Voir plan d'évacuation existant

## 7.7. Modèle de fiche de secours

### *EN CAS D'***ACCIDENT**

**Appelez les Pompiers**



**18 ou 112**

et dites :

**1.ICI CHANTIER : 84/ORANGE/CHENIL 1G.115**

Adresse : 115 CHEMIN DU BACHAGA BOUALEM 84100 ORANGE

**2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :**

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

**3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

**4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Voir plan d'évacuation existant

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**

## ANNEXES AU P.G.C.

### Projet de plan d'installation provisoire de chantier

